

Déclaration Liminaire CTL du 7 novembre 2022



Le président de la république mal élu, a donné le ton de la rentrée 2022 lors du conseil des ministres : le quoi qu'il en coûte c'est fini, c'est la fin de l'abondance !

Mais à qui s'adressait-il ?

Aux entreprises qui bénéficient de plus de 150 milliards d'aides publiques ?

Certainement pas !

Il s'adressait aux salariés du public comme du privé, aux retraités, aux jeunes et aux privés d'emploi : il va falloir se serrer la ceinture et travailler plus longtemps !

Les leçons de morale des ministres et parlementaires sur les nécessaires sobriétés à adopter du point de vue énergétique, sanitaire et autre, sont en complet décalage avec la vraie vie de la population qui doit faire face à l'explosion de tous les prix et à une précarité rampante.

Après avoir fait miroiter des gourdes aux agents, allez-vous leur promettre un pull à col roulé pour cet hiver ???

Concernant les fonctionnaires, le budget 2023 présenté par Bruno Le Maire et Gabriel Attal envisage une nouvelle année de gel du point d'indice alors que l'inflation atteindra 6,6% en décembre.

La CGT Finances Publiques revendique une augmentation de 10 % de la valeur du point d'indice tout de suite, son indexation sur l'inflation et une revalorisation des grilles.

La paupérisation de la fonction publique se poursuit donc et elle va même s'accélérer en 2023.

Le choix d'appauvrir tous les agents du service public, à un moment où l'ensemble de la société française perçoit l'effondrement de la qualité de l'école, de l'hôpital, et de l'ensemble de ses services publics contribue à la démoralisation de l'ensemble des fonctionnaires.

Pourtant le président Macron et son gouvernement ne cessent de dire leur attachement au renforcement du service public. Comment expliquer ce double discours : incompétence, impuissance ou cynisme assumé ?

Cette politique comme celle des précédents gouvernements a montré son inefficacité : depuis 2011, aucun redressement des finances publiques ne s'est opéré et le déficit de la France continue d'être largement supérieur aux 3% de PIB. La cohésion politique et sociale de la France, voir son avenir sont mis en danger par cette mauvaise gestion.

Au vu de la situation actuelle dans la fonction publique, quel jeune voudra s'engager pour le plus mauvais patron de France qui maltraite ses titulaires, fait la danse du ventre à des contractuels dont il use et abuse et détruit le sens des métiers de ses agents ?

Qu'avons-nous fait pour mériter cela ?

Le problème de la fonction publique est l'irresponsabilité des décideurs (ministres, présidents exécutifs régionaux, départementaux et municipaux) et non pas les fonctionnaires eux-mêmes toujours attachés à rendre le meilleur service public dans un contexte général détérioré et délétère .

Attention à ce que le découragement ne l'emporte pas sur le dévouement et la volonté de bien faire...

Vu le contexte, pour la CGT Finances Publiques 33, ce ne sont pas les beaux articles sur Ulysse concernant la journée nationale des référents attractivité ni vous, Mr Barreault qui allez recruter dans les écoles, qui seront suffisants pour susciter les vocations !

Autre bonne nouvelle à la DGFIP 3000 suppressions d'emplois d'ici 2027, dont 850 dès 2023 ! La DGFIP montre une nouvelle fois l'exemple alors que les services sont déjà exsangues.

Comment progresser avec moins d'agents et plus de missions ?

- 1ère réponse : les chefs de services ont apparemment trouvé la solution puisque depuis plusieurs mois ils se sont donné le mot pour restreindre voire refuser les demandes de télétravail.

À moins que la consigne ne vienne de la direction ?

- 2ème réponse : la Direction a décidé de diminuer les horaires d'ouverture au public de 24 à 20 H

- 3ème réponse : création de « super » services surdimensionnés pour tenter de masquer la pénurie de personnel.

-4ème réponse : création de structures sans implantation fixe, comme le SGC SDF de Pessac

Améliorer les résultats pour être à la hauteur des ambitions tout en supprimant des emplois c'est un peu comme gravir l'Everest avec des tongs et un chapeau de paille !

Les visites effectuées actuellement par la CGT Finances Publiques 33 sur les différents sites en Gironde ont confirmé l'inquiétude des personnels sur l'ensemble des sujets que nous venons d'évoquer.

Pour rappel, la CGT Finances Publiques 33 revendique :

- La retraite à 60 ans à taux plein
- L'intégration des primes dans le calcul de la retraite
- une augmentation de 10 % de la valeur du point d'indice tout de suite avec un effet rétroactif au 1er janvier 2022
- L'indexation de l'évolution de la valeur du point sur celle de l'inflation
- la revalorisation des grilles.